

Chroniques éditoriales 4

La réalité autrement

Fin époque Mitterrand - 1994

Didier Reuter

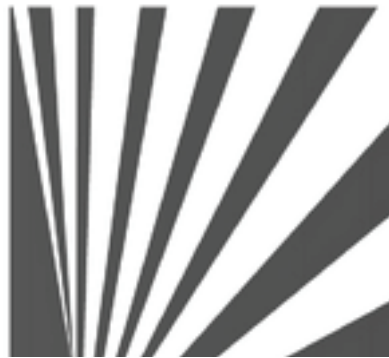
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023711424

Free

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

13. JE REFUSE

Sujet : Lettre ouverte aux hommes du 21^e siècle

Je refuse les hommes qui ne se lèvent pas, qui ne combattent pas, qui ne résistent pas, qui ne participent pas. Ce sont eux les vrais exclus, les seuls handicapés sociaux.

Je refuse que la solidarité ne soit que générosité et émotion, sans engagement personnel à la tâche. Il n'y a pas d'homogénéité dans l'idée de solidarité mais il y en a dans l'action de solidarité.

Je refuse tout homme qui parle de pauvreté, des exclus, du chômage ou de la guerre sans s'engager physiquement soi-même sur le terrain, ou donner volontairement et régulièrement une partie concrète de ses moyens ou de ses revenus.

Je refuse la médiocratie de nos leaders lorsqu'elle est le fait de mille petits comportements bien propres qui cachent, en fait, faiblesse et grande fragilité humaine. Un individu engagé est forcément un individu qui porte des blessures.

Je refuse d'être guidé par des leaders qui s'élisent entre eux et que je ne reconnais pas. Ils perpétuent forcément un pouvoir avec contrepartie qui les rend prisonniers de leurs charges, images et privilèges.

Je refuse une collectivité ou une société où il existe plusieurs niveaux de traitement des situations et des hommes pour un même fait. Cette société-là est alors malade de son image et ses responsables deviendront à leur tour, un jour ou l'autre, les victimes.

Je refuse une société ou une collectivité noyauté démocratiquement par les mêmes hommes ou partis ou hommes de ces partis. La vigueur naît toujours de la diversité et de la différence même si elle s'oppose à l'unité.

Je refuse le jugement des hommes pour plus qu'il n'est. Le Droit n'est pas la justice. La vraie justice est une balance dont l'un des bras mesure «le passif» et l'autre fait contrepoids de «l'actif».

Je refuse la «lettre» de tout droit qui ne soit pas adapté à la situation de son «esprit» initial. En ces temps complexes, le fait économique n'est souvent qu'un des aspects de l'intention.

Je refuse tous les discours qui ne sont pas assortis d'un engagement ferme sur le terrain. Le droit de Dire doit être assorti du courage de Faire.

Je refuse que l'on accorde davantage d'importance à l'homme du fait de son statut. Un statut n'est pas un gage de bonne personnalité, de compétence ou de supériorité sur les autres. Méfions-nous des titres, un homme peut en cacher un autre.

Je refuse que l'on critique ou annihile une initiative, un engagement, une idée, si l'on ne peut en faire autant ou mieux. L'homme qui critique doit être sûr de lui en apportant en face d'autres réponses ou solutions. Gare à l'effet boomerang dans le cas contraire sachant que toute action entraîne toujours une réaction.

Je refuse la facilité et toute rente qui ne soit pas le fruit d'un investissement, d'un risque ou d'un combat permanent. L'Homme vraiment homme est celui qui s'expose sans crainte au regard d'autrui. L'Homme vraiment fort est celui qui sait prendre et assumer des risques personnels sans se plaindre.

Je refuse l'intégrisme qui est la forme la plus totalitaire de l'idéologie et de la religion. Dorénavant, tous ceux qui initient et conduisent la guerre ou le malheur des populations doivent être gommés de l'histoire des hommes.

14. L'UTOPIE DE LA «FRANCO-MOT-MANIA»

Sujet : Pour ou contre l'usage du vocabulaire anglais

Le projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (loi Toubon) n'est pas très convaincant et opportun dans une période de crise où les sujets de préoccupation sont partout ailleurs. Les raisons habituelles reposant sur la protection de la langue française, de la culture française en général et des dérives de langage constatées chez les jeunes en particulier, cachent en réalité d'autres objectifs plus subtils, notamment :

- Une volonté de politique politicienne destinée à «détourner» l'attention des français (et de certains milieux) des autres vrais problèmes économiques et sociaux de nos sociétés.
- Une contre-attaque stratégique de la francophonie contre l'influence de l'anglo-saxon. Cette action apparaît comme une véritable «sous-guerre de protectionnisme culturel».

Chacun sait que les enjeux du XXI^e siècle dans le monde sont davantage liés à l'influence des cultures et aux influences sociologiques au sein des populations que l'imposition d'idéologies (sauf retour larvé des intégrismes), de moyens économiques ou militaires. Pour la France, l'enjeu de l'influence de la Francophonie concerne 49 pays dans le monde. Il est évident que les excès actuels de terminologies «franglaises» dans le grand public doivent être réduits.

Il est également évident que dans le domaine professionnel, quotidiennement en interface directe ou indirecte avec les autres pays d'Europe et l'international, on ne peut franciser tous les mots de savoir-faire en commercial, vente, achats, communication, marketing..., sauf à paraître ridicule aux yeux de centaines de millions de partenaires potentiels qui, pour la plupart, nous font vivre grâce aux importations et exportations.

La langue française mélange de latin, grec, roman, german, existe officiellement depuis l'an 842. Depuis la première ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539, la création de l'Académie française en 1635 ou la loi Bas-Lauriol du 31/12/75, la langue française a fait l'objet de nombreuses politiques de défense et d'enrichissement. Mais de là à instaurer une «police de la langue» (amende de 1 000 à 20 000 FF) pour quiconque dans sa vie sociale, civile ou professionnelle utilisera un mot anglais à la place d'un mot français, relève d'une paranoïa ou d'un relent d'inquisition totalement à contre-courant des politiques d'ouvertures européennes et autres rapports Nord-Sud ou encore des principes de libre-échange prônés par l'Organisation Mondiale du Commerce. A quand le prochain dictionnaire des 3 500 mots, phrases et expressions anglaises interdits dans les documents officiels, traités, publicités et autres affiches ?

Censurer autoritairement une partie du vocabulaire des professionnels, c'est réduire leur droit à la libre expression, à leur liberté d'action et de penser.

1994 - D. Reuter

15. LA REPRISE VIRTUELLE, UN NOUVEAU CONCEPT !

Sujet : reprise ou rétro-mouvement ?

A 6 mois des élections présidentielles, la reprise tant attendue est enfin arrivée ! Du moins si l'on en croit les conjoncturistes, les sondages, le gouvernement, certains politiques et médias inféodés au pouvoir en place, qui reprennent au mot près la moindre affirmation dans ce domaine (en provenance de Bercy avec Sarkozy comme ministre) sans aucune vérification sérieuse.

S'il est vrai que la «petite poussée» de reprise macroéconomique de la rentrée 94 est réelle, elle est due essentiellement aux exportations des grandes entreprises, aux grands flux de capitaux (actions financières, privatisations, recyclage d'une partie de l'épargne, investissements et dotations des institutions départementales et régionales...), ainsi qu'aux augmentations forcées de consommation par le jeu des majorations de taxes sur des produits cibles tels que le tabac ou l'essence...

En microéconomie, du côté des PME-PMI et des simples citoyens, la «reprise» s'apparente davantage à son contraire, c'est à dire à un **rétro-mouvement** où la somme des énergies dépensées pour s'en sortir donne l'impression que l'on avance. Tout effort exercé pour ne pas reculer donne ainsi le sentiment d'un mouvement d'avancement. De la même manière, le fait de ne pas bouger ou réagir n'induit pas forcément acceptation du phénomène et pas davantage de résignation à le subir !

En y regardant de plus près, nous constatons une **dégradation** de l'état socioéconomique des actifs et des salariés de base. Nous assistons à une pathologie de dégradation lente, insidieuse, quasiment indolore, qui agit par petits coups autour de nous, comme un mal qui durant plusieurs années s'installe et détruit peu à peu les forces vives de l'individu malade. Un cancer sociétal quoi ! Dès lors comment pouvons-nous nous apercevoir que nous sommes malades alors même que nous vivons dans une société elle-même atteinte ?

Le pire de cette situation, c'est la **disparition** progressive du meilleur de nos combattants économiques, le noyau dur de nos actions de terrain. Des «charrettes» de capitaines et de commandants courageux et offensifs, connus ou inconnus, qui font ou ont fait la richesse et le dynamisme de leur pays, de leur ville ou de leur activité, se font tous les jours légalement liquider. Il est inconcevable de laisser se poursuivre ce gâchis d'énergies et de talents en n'apportant aucun secours ni aucune aide à ces vrais professionnels de l'entreprise (en moyenne 1 sur 20) qui disparaissent par **élimination** «juridico-judiciaire», par faillite non assistée, par exclusion sociale ou par suicide.

Le lissage par le bas nous pend au nez si nous ne révisons pas rapidement la hiérarchie de nos valeurs selon le précepte qui dit que «*La vie démocratique, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple*» (Article 2 de la Constitution de 1958). Dans un contexte où l'économie domine, il est grand temps de réagir face aux nombreuses contraintes légales largement dépassées par la nécessité d'agir et de survivre, ainsi que face à des comportements défensifs et passifs de certains technocrates et décisionnaires de nos administrations et institutions champions du laisser-faire et du «ne rien faire».

Les actifs et les professionnels n'ont pas besoin de réalité virtuelle, d'avenir virtuel et encore moins de reprise virtuelle !

1994 - D. Reuter